

LES VOTES, C'EST CLASSE ?

Daniel Gaxie
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 384 à 397

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-384.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES VOTES, C'EST CLASSE ?

par DANIEL GAXIE (politiste, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne)

Remerciements à Nadia Benhou (syndicaliste)

« Moi, je vote toujours ! C'est un devoir !
Si tu ne votes pas, ne viens pas te plaindre ! »
« Élections, piège à cons ! » « C'est un vote sanction ! »
« Les électeurs ont voté utile ! » « La droite, c'est les riches,
et la gauche, c'est les pauvres ? C'est ça ? »

Les élections sont considérées comme le temps fort du fonctionnement des démocraties. Il n'est donc pas étonnant que les comportements des électeurs aient fait l'objet d'innombrables recherches : pourquoi les citoyens se déplacent-ils jusqu'aux bureaux de vote ? Pour qui votent-ils et pour quelles raisons ? Ces études comportent des enjeux politiques et idéologiques qui expliquent l'existence de débats récurrents. Ainsi, la question du *vote de classe* est l'un des principaux fils conducteurs qui structurent l'histoire des études électorales. Liée au marxisme, l'hypothèse que les électeurs votent en fonction de leurs intérêts de classe a été l'une des plus discutées et combattues.

TROIS DÉBATS

Premier débat : contre la mise en évidence de *déterminations (causes) sociales des votes*, des auteurs affirment le primat de la liberté individuelle et la vision d'un citoyen qui, dans le secret de l'isoloir, choisit celui des candidats dont le programme lui paraît le plus satisfaisant (voir la fiche démocratie). C'est ainsi qu'on voit resurgir périodiquement des proclamations prophétiques qui annoncent l'avènement d'un citoyen individualiste, désormais détaché des appartenances et des « pesanteurs » sociales et idéologiques, qui se prononce au gré de

l'agenda changeant des questions à l'ordre du jour par un **vote sur enjeu**. D'où également l'empressement à affirmer que l'« électeur » est devenu « volatil ».

Second débat : les politologues insistent sur la primauté des facteurs politiques, quand les politistes, d'inspiration plus sociologique, cherchent à en observer les racines sociales.

Troisième débat : beaucoup de chercheurs supposent plus ou moins tacitement que tous les citoyens votent, certes pour des candidats différents, mais à peu près de la même façon, c'est-à-dire avec à peu près les mêmes niveaux de conviction et d'information, et en fonction de considérations également « politiques ». Ils reconnaissent que les citoyens sont inégalement convaincus et informés, mais ils n'intègrent pas ces dimensions du vote dans leurs explications. Cette position théorique est en affinité avec des principes fondamentaux de la façade normative des démocraties qui affirment l'égalité des droits politiques des citoyens. Il semble du même coup aller de soi qu'ils sont également égaux dans l'exercice de leur droit de vote.

À l'opposé, l'analyse sociologique part des rapports au politique (attitudes à l'égard du politique) pour rendre compte non seulement des votes, mais aussi des inégalités dans l'exercice du droit de vote.

DES RAPPORTS DIFFÉRENTS AU POLITIQUE ET AU VOTE

Les citoyens ne sont pas égaux dans l'exercice de leurs droits politiques. Certains savent mieux en user que d'autres. Ces inégalités sont sociales et elles dépendent principalement du niveau d'éducation.

Les citoyens ne sont pas égaux dans l'exercice de leurs droits politiques. Certains savent mieux en user que d'autres.

Certains citoyens se tiennent à distance du politique. Ils déclarent qu'ils ne sont pas intéressés par la politique et que de toute façon il n'y a rien à en attendre. Ils sont critiques à l'égard des partis,

Vote sur enjeu : quand un électeur choisit un candidat en raison de la proximité entre les déclarations du candidat sur une ou plusieurs questions centrales à ses yeux et ses propres opinions sur ces sujets.

des femmes et des hommes politiques. Ils considèrent que ces derniers ne tiennent pas compte de ce que pensent et veulent les gens ordinaires. Qu'ils sont avant tout préoccupés par le pouvoir et leurs propres intérêts. Ces fractions du corps électoral s'informent peu, discutent rarement des sujets politiques avec les membres de leur entourage. Ces citoyens font également état d'un *sentiment d'incompétence*. Ils expliquent que la politique n'est pas pour eux, qu'ils ne sont pas en mesure de se prononcer sur les décisions à prendre pour régler les problèmes, qu'ils n'ont pas suivi d'études et qu'ils vont « se faire avoir » s'ils se risquent à s'engager sur ce terrain. On observe que ce rapport particulier à la politique est d'autant plus fréquent que les individus disposent de faibles qualifications scolaires et de faibles ressources économiques.

À l'opposé, statistiquement, dans les groupes sociaux les plus dotés en capitaux culturels et économiques, les individus font état d'un vif intérêt pour les questions politiques. Ils ne comprennent pas que l'on puisse ne pas s'y intéresser. Ils s'informent régulièrement, en multipliant les sources d'information. Ils discutent fréquemment des sujets politiques avec leurs proches. Ils surveillent les déclarations, les agissements, les décisions des acteurs politiques et des gouvernants. Ils se lancent volontiers dans des explications détaillées à propos des choix des gouvernements. Ils n'hésitent pas à dire ce qu'il conviendrait de faire. Ils s'accordent ainsi tacitement une *compétence* suffisante pour se mettre en pensée à la place des gouvernants et décider des politiques à mener.

Les sentiments de compétence ou d'incompétence des citoyens sont *statutaires*, au sens où ils résultent de l'intériorisation des statuts et des positions de chacun dans la société. Ceux qui occupent des positions (relativement) élevées, c'est-à-dire des positions de pouvoir et de savoir, après des études prolongées, ont des manières de parler proches de la langue de la politique. Ils peuvent par exemple adopter le point de vue général et abstrait supposé par le débat sur l'opportunité de réviser la « politique du logement » ou de « sortir de la zone euro ». Ils disposent des confort et des disponibilités qui permettent d'élargir l'horizon des préoccupations au-delà des urgences et des routines de la vie quotidienne, s'informent, lisent, discutent, fréquentent les cinémas ou les musées, se sentent qualifiés pour exprimer leur point de vue sur les affaires publiques. Ils s'autorisent, s'auto-habilite à intervenir. Ils se sentent en droit et en mesure de saisir les « pouvoirs » et les possibilités de participer ouverts aux citoyens dans une démocratie représentative. Ils votent régulièrement, répondent volontiers aux questions des sondages, défendent leur point de vue dans les discussions courantes.

C'est dans les rangs de ces groupes sociaux que l'on a le plus de chances de rencontrer les lecteurs qui expriment leurs « libres opinions » dans les colonnes des journaux, les auditeurs qui exposent leur point de vue et posent leurs questions sur les antennes des radios, les habitants qui se font entendre dans les réunions de quartier, les participants aux « dispositifs » de démocratie participative ou aux « grands débats », les généreux donateurs qui contribuent aux financements politiques, les sympathisants qui assistent aux réunions électorales, les candidats aux élections et les élus.

À l'opposé, ceux qui occupent les positions plus subordonnées, d'exécution et d'obéissance, dans la division du travail, dont la scolarisation a été écourtée, souvent dans les filières de relégation socialement méprisées (au sein desquelles il a été décidé de les dispenser de l'accès aux sciences économiques et sociales et aux raisonnements abstraits), sont plus souvent en position d'attendre qu'on leur dise ce qu'ils doivent faire que de décider ce qu'il convient de faire, savent qu'ils maîtrisent imparfaitement les « bonnes manières » de parler, *a fortiori* en public, ne disposent pas des mots et accèdent difficilement aux raisonnements abstraits des débats politiques. Ils sont facilement déconcertés et découragés les rares fois où ils s'efforcent d'y accorder quelque attention. Ils font souvent face aux difficultés économiques, à la précarité, au chômage, et n'ont pas les disponibilités d'esprit pour se pencher sur les affaires de la cité. Certains d'entre eux, toutefois, trouvent à travers des expériences militantes les moyens d'accumuler des éléments d'information, de connaissance et de compétence statutaire, et d'échapper ainsi aux « mécanismes » sociaux qui incitent les membres des catégories défavorisées à se détourner des sujets politiques.

C'est donc pour un ensemble complexe de raisons, en relation avec les positions occupées dans la société, que certains *s'habilitent* quand d'autres *se déshabilitent* à intervenir dans les affaires politiques. Quand certains s'emparent des « pouvoirs » (limités) qui sont ouverts aux citoyens « ordinaires », d'autres renoncent à s'y intéresser.

Certains s'habilitent quand d'autres se déshabilitent à intervenir dans les affaires politiques.

La *compétence politique statutaire* (le fait de se sentir compétent et en droit d'intervenir en matière « politique », en lien avec son statut social, tel qu'il se définit en raison du sexe, de l'âge, du niveau culturel, du milieu social, de l'expérience militante) et la *compétence cognitive* (le fait de disposer d'éléments d'information permettant de suivre des débats politiques) se renforcent mutuellement, même si chacune a son autonomie propre. Ceux qui se sentent habilités à intervenir suivent l'actualité et acquièrent des informations et des arguments qui les

confortent dans l'opinion qu'ils sont habilités à intervenir. Inversement, ceux qui ne se sentent pas compétents se tiennent à l'écart, n'accèdent pas aux informations et aux débats courants, ce qui les renforce dans la conviction que la politique n'est pas pour eux.

Ces dispositions opposées commandent des manières différentes de concevoir les votes et d'exercer son droit de vote.

LES DISPOSITIONS À L'ABSTENTION

Les plus compétents politiquement sont naturellement disposés à voter. Ils attachent de l'importance à leurs votes. Ils en discutent longtemps à l'avance avec leurs proches. Ils ont de nombreuses raisons de voter, et de voter pour tel candidat plutôt que pour tel autre. Leurs votes expriment des *intérêts expressifs* (ce que l'on souhaite exprimer en votant pour un parti et un candidat) multiples et résolus. Ils votent régulièrement, sauf circonstances de force majeure, même si, dans la période contemporaine, certains d'entre eux, notamment dans les jeunes générations, se sentent moins disponibles pour les élections (européennes ou locales), peu importantes à leurs yeux.

À l'inverse, une partie des personnes qui se tiennent à distance du politique sont portées à l'*abstention*. Ce réflexe est contrebalancé par des *sentiments d'obligation civique*, c'est-à-dire la conviction que voter est un devoir, dont on doit s'acquitter, alors même qu'on ne s'intéresse pas aux questions politiques qui sont associées aux élections. Les *dispositions à l'abstention* sont également combattues par les rappels à l'ordre civique et politique de certains membres plus *politisés* (concernés par les sujets politiques) des entourages (famille, amis, collègues) des abstentionnistes potentiels. Le *travail de mobilisation* des candidats, des partis, parfois des syndicats contribue également à les décider à voter.

Les dispositions à la participation ou à l'abstention électorale sont donc socialement structurées. Les *dispositions à la participation* ou à l'*abstention électorale* sont donc socialement structurées. Les membres des catégories défavorisées sont structurellement (de manière constante) davantage enclins à s'abstenir, et les membres des catégories favorisées sont davantage portés à voter. Ces inégalités sont renforcées quand le travail de mobilisation se réduit. Dans le passé, le mouvement ouvrier encadrait une partie des milieux populaires de multiples manières et pouvait ainsi les mobiliser, notamment à l'occasion des élections. Cet encadrement collectif s'est fortement relâché, ce qui a contribué à une forte augmentation des *inégalités de participation*

aux élections selon le milieu social. La dégradation des conditions de vie des catégories populaires a également renforcé la défiance à l'égard de la politique : « Quel que soit le parti au pouvoir, je vois bien que cela ne change rien à ma vie. À quoi bon voter, alors ? »

Une partie croissante des citoyens s'abstiennent de voter. Les raisons de ces abstentions sont multiples : indisponibilité personnelle, type d'élection plus ou moins mobilisateur, premier ou deuxième tour, lassitude induite par la multiplication des scrutins, attractivité des candidats, prise de conscience de certains enjeux, etc. Il y a des facteurs politiques et sociaux de l'abstention, mais le poids des seconds s'est renforcé.

Le relâchement des liens entre les partis et les citoyens a également entraîné un affaiblissement des *identifications partisans* (le fait de se sentir proche d'un parti) et la raréfaction d'un type particulier de vote, que l'on peut caractériser comme *vote par délégation*. Des électeurs qui se tiennent à distance du politique se sentent néanmoins attachés à un parti ou à un dirigeant politique pour des raisons de proximité sociale. La confiance qu'ils accordent à ce parti les conduit à voter pour ses candidats et à suivre ses consignes de vote. Ils ne sont pas nécessairement informés du programme et des orientations de ce parti. Ils peuvent même être en désaccord sur certains points. Mais ils sont peu disposés à entrer dans les débats politiques et choisissent plutôt de *s'en remettre* une fois pour toutes à l'organisation (ou au personnage politique) qui a leur confiance. Une partie des soutiens accordés dans le passé à un parti comme le Parti communiste français (PCF) ou à un dirigeant comme le général de Gaulle correspondaient assez bien à ce type de vote.

Ce type de vote était aussi un facteur de structuration et de stabilisation des votes. Sa raréfaction est l'un des nombreux facteurs qui favorisent l'instabilité des comportements électoraux.

LES FACTEURS DE L'INSTABILITÉ ÉLECTORALE

L'instabilité électorale a des causes politiques et sociales.

Les fractions de la population les moins politisées n'ont pas de préférences politiques nettement constituées. Quand elles décident de voter plutôt que de s'abstenir, elles vont prendre en compte des considérations fragiles, éphémères, circonstancielles et dispersées. Elles se prononcent par exemple en fonction de ce qu'elles perçoivent des traits de caractère d'un candidat ou de l'évolution de leur situation personnelle. Cette manière de voter produit des effets d'instabilité, tant au

niveau individuel (les choix de l'électeur ou de l'électrice varient dans le temps) qu'au niveau collectif (les relations statistiques existant entre les choix électoraux et des appartenances sociales s'affaiblissent).

Mais l'instabilité est aussi une conséquence de l'organisation même des scrutins. Il n'y a jamais d'élections strictement identiques, et il y a donc toujours des éléments susceptibles d'induire des inflexions dans le choix des électeurs.

Il y a plusieurs types d'élections (présidentielle, parlementaires, régionales, départementales, municipales et européennes). Des électeurs, politisés ou non, peuvent décider de faire toujours le même choix et de soutenir les candidats du même parti ou de la même tendance à toutes les élections. Mais d'autres électeurs préfèrent voter pour le candidat du parti de leur choix aux élections parlementaires et se prononcer d'une tout autre manière lors des élections municipales. Ils peuvent par exemple décider de voter pour le maire sortant de leur commune dont ils apprécient la gestion, même s'il appartient à un parti différent. L'élection présidentielle est une élection particulièrement personnalisée. Des votes prenant en compte des jugements sur la personne des candidats peuvent interférer et, dans certains cas, s'opposer aux préférences partisans exprimées lors d'un autre scrutin.

L'impression de continuité suggérée par la permanence des étiquettes partisans tend par ailleurs à occulter les variations des orientations des partis et de leurs candidats. Les prises de position de François Hollande, candidat du Parti socialiste (PS) en 2012, ne sont pas identiques à celles de Benoît Hamon, candidat du même parti en 2017. Faut-il dès lors considérer que le choix d'un électeur de François Hollande en 2012 de ne pas soutenir Benoît Hamon en 2017 est instable ? Lors de l'élection présidentielle de 2017, Emmanuel Macron a bénéficié des soutiens d'électeurs qui avaient soutenu le PS et d'autres Les Républicains (LR) au cours des années précédentes. S'agit-il de comportements instables ? On peut considérer en sens inverse que des électeurs de centre gauche et de centre droit ont préféré le candidat Macron, à leurs yeux plus modéré, que ses adversaires situés à sa gauche (Benoît Hamon) ou à sa droite (François Fillon).

On voit qu'il est souvent difficile de décider si un comportement est stable ou volatil. Mais on constate que, dans la mesure où les comportements sont instables, l'instabilité est le plus souvent contenue dans des limites relativement étroites. L'instabilité des électeurs de gauche consiste le plus souvent à soutenir des partis de gauche différents. Il en va de même pour les électeurs orientés à droite. Seuls les votants dont les dispositions politiques sont faiblement structurées peuvent

soutenir des candidats très opposés, souvent pour des raisons qui, dans leur cas, échappent aux rationalités politiques établies.

Il faut distinguer les oscillations électorales en tous sens des changements induits par les *réalignements politiques*. Ainsi les anciens partis « ouvriers » (communiste, socialiste, social-démocrate) ont perdu une grande partie de leur base sociale ouvrière en même temps que leurs ancrages ouvriers. Il ne faut pas imaginer que tous leurs électeurs ont soudainement choisi de soutenir l'un de leurs adversaires, par exemple les partis nationalistes de droite, comme le Front national (FN) en France. Des anciens électeurs ouvriers, déçus par l'action des dirigeants de gauche quand ils ont été en charge du gouvernement, ont disparu au fil des ans ou se sont repliés sur l'abstention. D'autres ont soutenu des organisations de gauche plus marginales. Seule une minorité d'ouvriers (comme on le voit quand on raisonne par rapport aux électeurs inscrits et non par rapport aux votants) ont finalement choisi de soutenir avec plus ou moins de conviction le FN, devenu Rassemblement national (RN), au motif « qu'il n'y a pas de différence entre la gauche et la droite, que l'on a tout essayé, sauf le Front ou Marine, qui eux sont différents, et puis de toute façon on n'a rien à perdre, cela ne peut pas être pire ! ». Une partie de ces électeurs ouvriers frontistes sont en fait composés de nouveaux électeurs qui n'ont jamais voté à gauche ou d'ouvriers qui votaient déjà à droite. Le réalignment des votes ouvriers en faveur de la droite nationaliste est donc d'une ampleur plus limitée que ne le suggèrent certaines données publiées par les médias.

L'attractivité de ces partis pour les catégories populaires est le résultat d'un ensemble complexe de raisons que l'on ne peut détailler ici. Il y a la *dégradation des conditions de vie* de ces catégories et la perception que les partis qui se sont succédé au gouvernement n'ont pas été en mesure d'inverser la tendance. Les partis nationalistes ont également contribué à modifier la *vision des divisions du monde social*. Le mouvement ouvrier avait réussi dans le passé à imposer l'idée que le monde social est divisé entre ouvriers et capitalistes, ou entre salariés et patrons. En raison d'un ensemble de transformations, les partis nationalistes ont contribué à braquer les perceptions sur l'opposition entre les « nationaux » et les « étrangers ». Une autre raison du succès des partis nationalistes réside dans leur *position particulière dans les rapports de force politiques*. Ce sont des partis à la fois *reconnus*, en raison de leurs succès électoraux, mais toujours *marginaux* (certains ne sont pas des partis de gouvernement et on ne peut les tenir pour responsables de ce qui ne va pas) et/ou *stigmatisés* (ils sont considérés comme condamnables par leurs adversaires et la plupart

des commentateurs). C'est aussi cette position particulière qui les fait percevoir comme « différents », « antisystème » et résolu à « changer vraiment les choses en profondeur ». Il y a une sorte d'affinité, que l'on peut analyser comme une *relation d'homologie* (correspondance, caractère commun), entre la position dominée de certaines catégories populaires dans la société et celle, passagère, des partis nationalistes antisystème dans le monde politique.

LES APPARTENANCES SOCIALES CONTRIBUENT À STRUCTURER LES MANIÈRES DE VOTER

On voit que la désaffection des milieux populaires à l'égard des partis qu'ils soutenaient par le passé ne remet pas en cause l'hypothèse que le vote est structuré par les appartenances sociales.

D'un certain point de vue, on peut admettre que, sans disparaître complètement, le *vote de classe des ouvriers* s'est désagrégé. Une partie importante des ouvriers votaient dans le passé pour des partis qui se définissaient comme ouvriers, dont les dirigeants et les militants étaient ouvriers ou anciens ouvriers, qui prétendaient mettre fin à l'exploitation de la classe ouvrière par la bourgeoisie et qui, lorsqu'ils étaient au gouvernement, avaient réussi à imposer un certain nombre d'« avancées sociales » en faveur de leur base. Ce vote de classe a incontestablement régressé. On soutient désormais, en forme de boutade, que le premier parti ouvrier est le parti des abstentionnistes. Il est vrai aussi que les ouvriers qui continuent à voter sont désormais plus nombreux à soutenir les partis nationalistes radicaux que les partis de gauche. Néanmoins, comme on vient de le voir, cette évolution n'est pas sans racines sociales, même si ce n'est pas un nouveau vote de classe, notamment parce que le groupe qui existait comme une *classe ouvrière* s'est délité.

On a toutefois trop souvent réduit la question du « vote de classe » au cas particulier du vote de la classe ouvrière. Il y a aussi le vote de la bourgeoisie. Il est fidèlement, résolument et sans état d'âme orienté à droite. La bourgeoisie, même réduite à sa fraction « économique », n'est certes pas un groupe socialement construit comme une « classe sociale », dans la mesure où les membres de ce groupe et ses porte-parole produisent beaucoup d'efforts pour réfuter la pertinence de toute notion

de classe sociale. Mais c'est un *groupe social réel, construit*, toujours solidement construit, avec ses quartiers de résidence et de villégiature, ses écoles, ses clubs sportifs, ses organisations syndicales, sa presse, ses commerces, ses loisirs, son mode de vie, sa vision du monde, ses codes, ses sentiments d'appartenance et ses porte-parole politiques. Les membres de la bourgeoisie soutiennent résolument et sans défaillance les partis et les candidats libéraux et conservateurs qui défendent leurs intérêts. Même si ces comportements électoraux se déniaient comme votes de classe, ce sont pourtant des votes de classe à leur manière.

Plus généralement, on observe que tout groupe social qui s'est historiquement construit et maintenu dans l'histoire des luttes sociales et politiques engendre des sentiments d'appartenance et des identifications qui incorporent des dimensions politiques. Le catholicisme, en France, s'est, par exemple, édifié notamment à travers ses oppositions avec la République, le camp laïc et les partis de gauche. La plupart de ses membres se sentent plutôt de droite, et ce d'autant plus qu'ils sont davantage intégrés au groupe social catholique. Les enquêtes ont montré en ce sens que le pourcentage des catholiques qui votent à droite augmente quand on va des moins vers les plus pratiquants. La taille du groupe social catholique s'est évidemment réduite, mais c'est toujours un groupe social réel, construit, « vivant », dont les membres se sentent catholiques et qui, pour cette raison (et aussi en raison de leur vision particulière du catholicisme), sont portés à s'orienter à droite. À défaut d'un vote de classe, c'est un *vote de groupe*.

Tous les individus n'appartiennent pas à une classe sociale ou à un groupe social construit, mais tous les membres d'une société complexe y occupent une *position sociale* particulière. Il y a des relations étroites entre la position occupée dans le monde social et la manière de voir ce monde social, et notamment les questions politiques. Les citoyens n'émettent pas toujours des votes de classe, mais il y a beaucoup de votes de position sociale. Le monde social est structuré par une hiérarchie de rangs sociaux avec des positions basses, intermédiaires et élevées. Ces dernières sont prestigieuses, recherchées et valorisées, alors que les premières sont méprisées, dévalorisées et évitées. Il y a des positions de commandement et d'exécution. Des positions opposées dans la division du travail manuel et intellectuel. Le sociologue Pierre Bourdieu a montré qu'on pouvait résumer l'*espace des positions sociales* (l'ensemble de toutes les positions qui existent dans la société) avec deux axes. Le premier axe est vertical. Il correspond *grosso modo* à ce que le sens commun appelle « échelle sociale ». Les individus occupent une position d'autant plus élevée sur cet axe vertical

qu'ils ont des revenus, un patrimoine (donc un *capital économique*) et un niveau d'éducation (que le sociologue préfère désigner comme *capital culturel*) plus élevés. Pierre Bourdieu l'analyse comme l'*axe de volume global de capital*. L'hypothèse originale est qu'il y a un second axe, horizontal. À un niveau donné – par exemple intermédiaire ou élevé – de l'échelle sociale, les individus disposent d'un ensemble plus ou moins élevé de ressources avec, pour certains, sur la droite de l'axe horizontal, davantage de capital économique que de capital culturel. Ainsi, des entrepreneurs et des cadres dirigeants des entreprises ont des diplômes élevés, mais ils ont des ressources économiques (revenus, patrimoine) encore plus élevées comparées à celles des autres catégories. Inversement, ceux qui se situent à gauche sur l'axe horizontal ont, à un niveau donné (intermédiaire ou élevé) de volume global de ressources, davantage de capital culturel que de capital économique. Ainsi les membres des professions intellectuelles supérieures ont des moyens économiques élevés si on les compare aux catégories sociales intermédiaires et populaires, mais c'est dans leur rang que l'on va trouver les niveaux les plus élevés de pratiques culturelles. Il y a donc des positions opposées au sein des catégories occupant des positions intermédiaires ou élevées dans l'échelle sociale. Ces positions opposées s'articulent avec des oppositions politiques. Les catégories avec prédominance de capital culturel, par exemple les professeurs, s'orientent plus souvent à gauche. L'explication est qu'elles doivent surtout leur position sociale à leur capital culturel, qui est une forme socialement moins reconnue que le capital économique d'accomplissement et de réussite. Le sociologue les analyse comme les fractions dominées de la classe dominante. Les catégories dont la position sociale dépend davantage de leur capital économique, par exemple les cadres des entreprises ou les commerçants et artisans, sont plus souvent à droite. Elles doivent surtout leur position au capital économique, généralement considéré comme la ressource prédominante de distinction sociale. Les entrepreneurs et cadres dirigeants des entreprises se trouvent ainsi en position dominante au sein de la classe dominante. Il résulte, de ces formes de structuration des régions supérieures de l'espace social que l'on peut occuper, des positions sociales élevées et s'orienter à gauche, sans que cette orientation échappe pour autant aux déterminations sociales.

La caractérisation des positions sociales effectives des individus est particulièrement complexe pour diverses raisons. Le monde social est structuré par des groupements de positions emboîtés, un peu comme des poupées russes. Par exemple, les catégories ouvrières sont situées

dans les régions basses de l'espace social global, mais il existe en leur sein des positions hautes (ouvriers qualifiés) et basses (ouvriers non qualifiés). La caractérisation d'un ensemble d'individus comme « ouvriers » ne suffit pas pour comprendre et expliquer leur vote. Il faut savoir si ce sont des ouvriers qualifiés ou non qualifiés, des ouvriers de pure exécution ou occupant une position de pouvoir dans la hiérarchie ouvrière (chefs d'équipe), des ouvriers de petite entreprise, en contact avec le patron, ou de grande entreprise, avec un patronat lointain mais une organisation syndicale plus présente... On peut occuper des positions dans les régions basses de l'espace social et se sentir solidaires des puissants dans la mesure où l'on exerce un (petit) pouvoir dans la hiérarchie ouvrière. C'est le cas par exemple de certains chefs d'équipe. Le monde social est ainsi fait que certains occupent des positions dominées parmi les dominants (les intellectuels) ou des positions dominantes parmi les dominés (ouvriers placés au sommet de la hiérarchie des qualifications ouvrières), pour ne retenir que quelques cas simples. Ces structurations emboîtées échappent aux mesures statistiques trop simplistes, ce qui peut donner l'impression qu'il n'y a pas de causalité sociale, alors que c'est la complexité des causalités sociales et l'inadaptation des instruments de mesure qui produisent cette impression trompeuse.

Un élément supplémentaire de complication réside dans des relations entre les *positions sociales* et les *situations sociales*. Deux individus occupant des positions socioprofessionnelles très proches peuvent connaître des situations sociales très différentes, produisant des effets opposés sur les manières de voir le monde et la politique. Une professeure des écoles mariée à un professeur des écoles a davantage de chances de s'orienter à gauche qu'une de ses collègues mariée à un cadre dirigeant d'entreprise. Un ouvrier d'industrie, fils d'agriculteurs, qui vit à la campagne, possède quelques biens, dont une résidence principale, héritée de ses parents, cultive ses terres pour sa consommation personnelle, se chauffe avec son bois et ne paie pas de loyer, bénéficie de conditions de vie plus favorables qu'un ouvrier payé au même salaire mais qui vit en ville et doit payer son loyer et tout ce qu'il consomme. Là encore, ce sont des déterminations sociales qui viennent brouiller les mesures reposant sur des hypothèses trop simplistes. L'existence de tensions contradictoires entre les positions et les situations sociales est l'un des mécanismes qui tirent les individus dans des directions opposées, produisent des *dispositions clivées* (tentations de réagir de manière contradictoire dans les diverses circonstances de la vie, par exemple au moment de choisir un candidat), source

La caractérisation d'un ensemble d'individus comme « ouvriers » ne suffit pas pour comprendre et expliquer leurs votes.

d'hésitation et d'instabilité électorales, connues dans la littérature spécialisée comme **théorie des pressions contradictoires**.

On constate, par ailleurs, que la position occupée par un individu à un moment donné dépend aussi de toute la trajectoire (intergénérationnelle) qui a conduit l'individu jusqu'à sa position. L'origine sociale familiale, mesurée par exemple à la profession des parents, est un élément pertinent pour expliquer et comprendre les votes. On ne vit pas une position sociale donnée de la même manière selon qu'elle correspond à un déclassement ou à une ascension, par exemple en comparaison avec la position des parents. La *perception de la position* par son occupant est une composante de la position qui produit des effets sur les manières de se comporter, y compris dans le domaine politique. Le rapport à la politique dépend aussi de la *socialisation politique* (manière dont on a été éduqué ou pas dans le domaine politique). Un entrepreneur, fils d'entrepreneur, élevé dans un milieu politiquement conservateur, n'aura pas les mêmes orientations politiques qu'un entrepreneur issu d'un milieu ouvrier et dont la famille était orientée à gauche.

Il y a des relations étroites entre les positions sociales et les manières de voter, mais ces relations sont complexes et difficiles à mettre en évidence.

Il y a des relations étroites entre les positions sociales et les manières de voter, mais ces relations sont complexes et difficiles à mettre en évidence. Les statistiques des enquêtes courantes sont trop grossières pour rendre compte de ces complexités. Pour ne prendre qu'un exemple, les votes agrégés (réunis) de ceux que l'on regroupe dans la catégorie « cadres supérieurs » s'écartent peu des comportements électoraux moyens de l'ensemble des votants. Des analystes en déduisent que la variable « catégorie sociale » est peu explicative. Mais il suffit d'introduire une distinction entre cadres supérieurs des secteurs privé et public pour voir apparaître des différences significatives. Des différences encore plus nettes sont observables quand on se donne les moyens d'enquête permettant d'entrer plus finement dans le labyrinthe des hiérarchies et sous-hiérarchies des catégories « cadres supérieurs du public » ou du « privé ». Il suffit de bien reconstituer les positions sociales effectives

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Théorie des pressions contradictoires : quand des individus ont des appartenances multiples qui les tirent dans des directions opposées (des ouvriers portés à voter pour le parti démocrate mais qui sont aussi protestants, ce qui les incite à soutenir le parti républicain),

ils sont davantage susceptibles de s'abstenir, d'hésiter et de procéder à des choix changeants. On peut dire que leurs attitudes ou leurs dispositions à l'égard de la politique sont clivées, c'est-à-dire divisées et contradictoires.

et les différences pertinentes entre les positions sociales pour qu'apparaissent en pleine lumière les déterminations sociales maintenues.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les citoyens prennent en compte leurs intérêts sociaux quand ils votent, mais certains sont mieux armés que d'autres pour le faire. Les votes de classe des ouvriers ont sans doute régressé, mais les votes de position n'ont pas disparu. Pour une partie importante et croissante des milieux populaires, le vote qui correspond à leur position devient l'abstention.

Les votes de classe ont sans doute régressé, mais les votes de position n'ont pas disparu.

À LIRE

Luc Boltanski, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Éditions de Minuit, Paris, 1982

Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Éditions de Minuit, Paris, 1979

Pierre Bourdieu, « Espace social et genèse des classes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52, n° 1, 1984, p. 3-14

Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La Démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Gallimard, coll. « Folio Actuel », Paris, 2007

Jean-Yves Dormagen et Daniel Mouchard, *Introduction à la sociologie politique*, De Boeck, Bruxelles, 2007

Daniel Gaxie, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Le Seuil, Paris, 1993

Patrick Lehingue, *Le Vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La Découverte, coll. « Grands Repères Manuels », Paris, 2011

Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Presses de Sciences Po, Paris, 1977